



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Missions interministérielles statistiques

Question écrite n° 22415

Texte de la question

Mme Aude Bono-Vandorme demande à M. le Premier ministre de lui fournir, sous forme de tableau, un état des missions interministérielles depuis 2012, avec notamment la date du décret de création, la date de fin de la mission, le nom du responsable de la mission et le montant mensuel de sa rémunération.

Texte de la réponse

MISSIONS, DELEGATIONS ET DELEGUES INTERMINISTERIELS PLACES AUPRES DU PREMIER MINISTRE			
MISSION/DELEGATION INTERMINISTERIELLE	DATE DE CREATION	DATE DE FIN	RESPONSABLE - DATE DU DECRET DE NOMINATION
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives	Décret n°2014-322 du 11 mars 2014 (ex MILDT créée par décret n°82-10 du 8 janvier 1982)		Danièle JOURDAIN-MENNINGER, décret du 14 septembre 2012 Nicolas PRISSE, décret du 1er mars 2017
Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires	Décret n°2002-1392 du 28 novembre 2002		Georges FENECH, décret du 25 octobre 2008 Serge BLISKO, décret du 1er août 2012 puis reconduit par décret du 5 octobre 2015 Poste vacant depuis octobre 2018.
Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer	Décret n°2007-1062 du 5 juillet 2007 instituant un délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer		Patrick KARAM, décret du 9 juillet 2007 Claudy SIAR, décret du 31 mars 2011 Sophie ELIZEON, décret du 4 octobre 2012 Jean-Marc MORMECK, décret du 17 mars 2016

Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale	Décret n°2009-1549 du 14 décembre 2009	Abrogé le 31 mars 2014	Pierre DARTOUT, décret du 28 avril 2008 Eric DELZANT, décret du 20 octobre 2012 Emmanuel BERTHIER, décret du 20 novembre 2013
Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et la haine anti-LGBT	Décret n° 2012-221 du 16 février 2012 instituant un délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme		Régis GUYOT, décret du 1er mars 2012 Gilles CLAVREUL, décret du 27 novembre 2014 Frédéric POTIER, décret du 4 mai 2017
Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine	Décret n°2013-336 du 22 avril 2013		François PHILIZOT, décret du 24 avril 2013
Délégué interministériel à l'intelligence économique	Décret n°2013-759 du 22 août 2013	Abrogé le 1er février 2016	Jean-Baptiste CARPENTIER, décret du 29 juin 2015 Claude REVEL, décret du 30 mai 2013
Délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat	Décret n°2015-423 du 15 avril 2015	Fonction supprimée	Thierry REPENTIN, décret du 24 avril 2015 (fin de fonction le 4 mai 2017)
Délégué interministériel à l'exposition universelle 2025	18 mai 2015 (lettre de mission du Premier ministre)	Mission clôturée le 15 mai 2018	Pascal LAMY, lettre de mission du 18 mai 2015
Délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale	Décret n°2017-174 du 14 février 2017	Fonction supprimée	Thierry LE PAON décret du 16 février 2017 (fin de fonction le 11 mars 2019)
Délégué interministériel à la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement	Décret n°2018-296 du 25 avril 2018		Claire COMPAGNON, décret du 26 avril 2018
Délégué interministériel aux Jeux Olympiques et paralympiques 2024	Décret n°2017-1136 du 13 septembre 2017		Jean CASTEX, décret du 14 septembre 2017

Délégué interministériel à la transformation publique	Décret n° 2017-1586 du 20 novembre 2017 relatif au comité interministériel de la transformation publique et au délégué interministériel à la transformation publique		Thomas CAZENAVE, décret du 22 novembre 2017
---	--	--	---

La rémunération des responsables des délégations ou missions placées auprès du Premier ministre est fixée en application des textes suivants :

- Décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics en son article 11 ,
- Décret n° 2019-817 du 1er août 2019 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics,
- Décret n° 2011-142 du 3 février 2011 fixant les conditions d'indemnisation des personnes chargées d'une mission par les membres du Gouvernement,
- Texte spécifique : Arrêté du 8 janvier 2013 modifiant le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au président de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Données clés

Auteur : [Mme Aude Bono-Vandorme](#)

Circonscription : Aisne (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22415

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : [Premier ministre](#)

Ministère attributaire : [Premier ministre](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 août 2019](#), page 7429

Réponse publiée au JO le : [5 novembre 2019](#), page 9755